

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 252. — 18 SEPTEMBRE 1965

ALGÉRIE

Inquiétudes

par
Claude GLAYMAN

(Page 7.)



Josef CYRANKIEWICZ
(Photo A.D.P.)

CACHEMIRE

L'autodétermination solution possible

par
Paul PARISOT

(Page 8.)



Un combattant du F.N.L.
(Photo A.F.P.)



Houari BOUMEDIÈNE
(Photo A.F.P.)

POLOGNE

La frontière ODER-NEISSE

par
Harris PUISAIS

(Page 6.)



Ayoub KHAN
(Photo A.D.P.)

VIETNAM

Pour une action politique en France

par
Jean-Marie VINCENT

(Page 6.)

LES SYNDICATS

ET

LE V^e PLAN

● La rentrée
sociale

par
Maurice COMBES

(Page 4)

● L'opinion

de

Pierre LE BRUN

●

LE BUDGET RÉACTIONNAIRE DE 1966

(Page 5)

ELECTIONS LEGISLATIVES DE PARIS-12^e

● Jeudi 16, à 20 h. 30, 27, rue de Reuilly, réunion avec :
 Madeleine LEO-LAGRANGE ;
 Yvan CRAIPEAU ;
 TANGUY-PRIGENT ;
 Jean POPEREN ;
 Albert PENTEL.

● Vendredi 17, à 20 h. 30, préau, 253 ter, avenue Daumesnil, réunion sous la présidence d'Edouard DEPREUX, avec :
 Gilles MARTINET ;
 Claude BOURDET ;
 Jean POPEREN ;
 Albert PENTEL.



Jean Poperen, candidat du P.S.U. dans le 12^e

SAVOIE : succès électoral à Barby

Dans cette petite commune à la limite de Chambéry, la liste d'« Union pour une gestion municipale démocratique » conduite par notre camarade Louis Besson (secrétaire fédéral adjoint P.S.U.) enlevait 6 sièges sur 11 aux élections de mars dernier. Louis Besson (pas encore 28 ans) était élu maire, l'un des plus jeunes du département.

Cependant, un des membres non élus sur la liste du maire sortant fit des objections et le tribunal civil de Grenoble cassa les élections.

Le 29 août, nouveau scrutin. Le verdict est sans appel : Louis Besson et sa liste enlèvent la totalité des onze sièges. Succès qui vient sanctionner quatre mois de gestion harmonieuse et dynamique : urbanisme, équipements et services collectifs, expansion de la commune, aide aux jeunes, cela en associant au maximum les gens concernés.

La responsabilité du maire de cette commune permet également la participation au syndicat intercommunal de la banlieue de Chambéry.

Ce qui est positif, c'est que la population ait choisi massivement (97 p. 100 des électeurs ont participé au vote) entre deux formules de gestion municipale : celle de la démocratie en action l'a emporté.

BAYONNE : contre le soutien au régime franquiste

La section de Bayonne-Côte Basque du Parti socialiste unifié constate, une fois de plus, que le gouvernement viole délibérément la liberté de la presse en interdisant, en particulier, la parution en France de journaux en langue espagnole, syndicaux ou politiques, et, tout récemment, le journal basque français *Enbata*.

La section du P.S.U. proteste énergiquement contre pareils faits visant

à soutenir Franco et son régime, honnis par tous les démocrates. Elle demande aux Pouvoirs publics et au gouvernement de mettre tout en œuvre pour obtenir la libération de Mlle Christiane Etchalus, citoyenne française incarcérée depuis le 2 février à la prison de Pampelune, qui doit répondre devant un « conseil de guerre » des délits de « rébellion militaire, terrorisme et banditisme » et dont le seul crime est apparemment de militer au sein du mouvement nationaliste *Enbata*.

La section du P.S.U. demande à tous les démocrates d'intervenir auprès des pouvoirs publics et auprès des consulats espagnols en France pour exiger la libération de tous les emprisonnés politiques en Espagne.

Alors que plusieurs millions de touristes français viennent de passer leurs vacances en Espagne, la section du P.S.U. se doit de rappeler que, malgré certaines apparences fallacieuses, le régime franquiste, né grâce à l'aide d'Hitler et de Mussolini, est et demeure un régime d'oppression et de dictature.

LYON : jeûne public pour le 20^e anniversaire d'Hiroshima

Pour exprimer la volonté de tous les hommes de ne plus préparer de nouvelles tueries, deux hommes, Georges Pinet, avocat, et Georges Elias, charpentier, ont effectué un jeûne public du 2 au 9 août, à Lyon, dans le 3^e arrondissement, rue Etienne-Richerand. Deux autres personnes se sont jointes à eux deux jours après.

Ce lieu n'a pas été choisi au hasard : là, dans une maison délabrée, vit une famille de trois enfants et cinquante cellbataires nord-africains. L'immeuble est frappé de démolition depuis des mois, mais rien n'a été prévu par les Pouvoirs publics responsables pour reloger ceux qui doivent être expulsés du jour au lendemain malgré les démarches entreprises par un cartel de mouvements.

Une vingtaine d'organisations syndicales, familiales, philosophiques et religieuses ont affirmé leur solidarité avec les auteurs d'un tel acte de paix.

Puisse celui-ci, en union avec tous ceux qui ont marqué ces journées commémoratives, contribuer à freiner la course aux armements atomiques.

Notre travail et notre argent doivent servir à la paix.

Pour l'information

Nous signalons à tous nos lecteurs que l'administration de *Tribune socialiste* est en mesure d'adresser, dès maintenant, le texte complet de la plate-forme présidentielle, pour le prix de 0,40 franc l'exemplaire.

Pour la propagande

Des affiches concernant la campagne pour la candidature unique de la gauche (prix 0,15 F l'exemplaire) ainsi que des tracts

ISERE : à propos des Assises pour la réduction de travail des femmes

A l'occasion de la tenue à Fontaine des « Assises régionales pour la réduction du temps de travail des femmes », une commission fédérale a été créée pour déterminer la position de la Fédération de l'Isère du P.S.U.

On trouvera ci-dessous un texte élaboré par cette commission. Les membres de la commission seraient heureux de connaître d'autres prises de position sur ce sujet (adresser la correspondance à Mme Denise TREMEAUX, La Buisseratte, Saint-Martin-le-Vinoux (Isère)).

Faisant suite aux Assises nationales pour la réduction du temps de travail des femmes, les Assises régionales ont réaffirmé les propositions faites aux Assises nationales par une motion votée en fin de séance.

Si nous avons pu regretter qu'il ne soit pas tenu compte, pour la rédaction de cette motion, des apports de diverses interventions faites soit à titre d'organismes (A.S.F., P.S.U.), soit à titre individuel, il apparaît toutefois que nous ne saurions nous désolidariser de telles propositions.

En effet, dans notre contexte social actuel où rythme et cadence de travail s'accroissent pour tous, la journée de travail d'une femme ouvrière ou employée atteint une durée qu'aucun individu ne peut supporter sans dommage. Le cumul des activités professionnelles, ménagères, familiales, l'absence de choix dans le métier généralement supporté comme une nécessité économique, absence de choix lié au manque de qualification professionnelle, font trop souvent du travail féminin une réelle aliénation de la personne. Dans ces conditions, il n'est pas douteux qu'une réduction de leur temps de travail ne soit ressentie par l'ensemble des femmes comme une nette amélioration de leur sort.

Par ailleurs, de telles propositions ont le mérite d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les conditions de travail de la femme, et en particulier de sensibiliser à ses propres problèmes une masse de travailleuses qui, pour des raisons diverses, est généralement peu formée à l'action syndicale et revendicative. Cet aspect tactique n'est pas à négliger.

Cette attitude étant définie, un certain nombre de risques existent, compte tenu des conceptions traditionnelles qui pèsent encore sur le sort de la femme, et du contexte capitaliste dans lequel ces mesures seront appliquées.

Accorder des aménagements spéciaux aux femmes dans le travail, alors qu'en fait la réduction du temps de travail et l'avancement de l'âge de la retraite sont l'intérêt de tous les travailleurs, n'est-ce pas consacrer encore l'inégalité de la femme par rapport à l'homme dans le monde du travail ?

N'est-ce pas, mis à part certains secteurs à main-d'œuvre essentiellement féminine, courir le risque d'une dévalorisation supplémentaire du travail féminin sur le marché de l'emploi, l'employeur préférant, à salaire égal, une main-d'œuvre qui assure un plus grand nombre d'heures de travail ?

La seule façon de pallier cette dévalorisation est d'assurer aux femmes une qualification professionnelle. Les revendications pour une réduction du temps de travail ne sauraient être menées sans une égale revendication pour la formation professionnelle des femmes :

— Préparation de C.A.P. utilisable

de l'Appel aux travailleurs (prix 1 F le cent) sont encore disponibles pour appuyer le travail local des sections.

Il est indispensable que ce matériel, édité par le Parti, soit utilisé au maximum par tous les militants ; c'est une des conditions pour que soit assurée la promotion de nos idées.

Les commandes sont à adresser à : « Tribune Socialiste », administration, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. Paris 5826-65.

bles dans les diverses branches industrielles ;

— Possibilités de recyclages après interruption durant les périodes maternelles ;

— Facilités d'accès aux cours de promotion du travail, etc.

En conclusion, nous ne devons pas perdre de vue que la réduction du temps de travail n'est un problème spécifiquement féminin que dans la mesure où il y a pour la femme cumulo des fonctions associées à un rythme de travail excessif.

Dans notre économie capitaliste où le rapport d'employeur à employé est celui du profit, où le salarié est un élément de rentabilité pour celui qui l'emploie, la femme est inévitablement placée en situation d'inégalité de par les congés maternité, l'absentéisme lié au cumul de ses rôles, bientôt la réduction du temps de travail. En ce sens, cette dernière mesure ne peut être qu'un aménagement partiel et à court terme des conditions de vie actuelles de la femme.

Dans une société socialiste, les données du problème devraient être au départ différentes. Ce sont ces données et perspectives de la condition féminine dans un monde socialiste que, dans les semaines et mois à venir, nous nous attacherons à étudier et à définir.

Nécrologie

Nous avons appris avec peine que Mme veuve Albert Thomas venait de mourir, à 85 ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Champigny le 13 décembre.

La compagne d'Albert Thomas nous avait toujours manifesté la plus vive sympathie. Elle avait aidé Edouard Depreux dans toutes ses campagnes électorales et, lors des dernières élections municipales, elle avait vigoureusement appuyé la liste P.S.U. au Plessis-Robinson.

A tous les siens, nous exprimons nos sentiments de sympathie émue.

La Fédération de la Haute-Garonne vient d'éprouver une lourde perte en la personne de Jean Hanne, professeur au lycée de Revel, et conseiller municipal P.S.U.

Nous lui adressons toutes nos condoléances.

Nous avons appris avec beaucoup de peine la mort subite, à l'âge de 31 ans, de notre excellent camarade Henri Masclet, membre du Bureau fédéral de la Somme, correspondant de « Tribune Socialiste », président de l'Union locale C.F.D.T. des Cheminots d'Amiens, militant politique et syndicaliste exemplaire.

A sa veuve, notre excellent camarade, nous renouvelons les sentiments de sympathie émue du P.S.U. et de « Tribune Socialiste ».

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
 ● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
 Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
 Abonnement : C.U.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
 1 an 35 F
 Soutien : à partir de .. 70 F
 Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

DEFFERRE bis

AU début de la semaine dernière, un groupe d'avocats républicains demandait à Daniel Mayer d'être le candidat de la Gauche à l'élection présidentielle. Le lendemain Pierre Stibbe expliquait dans *Le Monde* le sens de cette initiative. Vingt-quatre heures plus tard, François Mitterrand adressait aux agences de presse un communiqué déclarant : « J'ai décidé de solliciter les suffrages des Français et des Françaises le 5 décembre prochain. »

Derrière ces démarches, il faut voir non point l'opposition de deux hommes, mais celle de deux orientations politiques et de deux méthodes.

Nous étions, dans les premiers jours du mois de septembre, au fond d'une impasse. Le Parti communiste ne cessait de répéter qu'il voulait un accord avec la S.F.I.O., mais il ne croyait évidemment pas aux chances de cet accord. Du côté de la S.F.I.O., certains dirigeants en venaient à penser qu'un soutien communiste ne constituerait pas une « catastrophe », mais tous repoussaient l'idée d'un contact direct avec le P.C. Il apparaissait, dans ces conditions, qu'il fallait mettre en avant le nom d'un homme décidé à discuter avec les uns et avec les autres afin de créer les conditions d'une bataille commune (la principale condition étant l'accord sur une plate-forme). Le président de la Ligue des Droits de l'Homme pouvait être cette personnalité et il était prêt à accepter la mission à la condition que les trois principales organisations de la Gauche : le P.C., la S.F.I.O. et le P.S.U. soient d'accord pour qu'il l'entreprenne.

Guy Mollet s'est empressé de dire non. Ce non a pris la forme de la candidature de François Mitterrand auquel il a donné le « feu vert » dès le 9 septembre.

IL faut mettre ici les points sur les i. Au matin du 9 septembre, François Mitterrand n'a derrière lui que ses amis de la « Convention républicaine », c'est-à-dire, malgré la multiplication des « Clubs » fictifs, moins de 2.000 personnes dans tout le pays. Contrairement à ce qu'affirment certains de ses collaborateurs, il n'a reçu aucune assurance du Parti communiste. Dans sa quasi-unanimité, la Gauche nouvelle lui est

hostile : elle ne pense pas que le passé de François Mitterrand l'autorise à devenir le porte-parole de l'opposition dans une bataille politique de cette importance.

Mais ce qui inquiète cette Gauche nouvelle, c'est précisément ce qui rassure Guy Mollet. Un homme isolé et un homme vulnérable, voilà ce qu'il lui faut. Le secrétaire général de la S.F.I.O. n'aime pas avoir de rival en face de lui. L'opération Defferre a constitué un avertissement et il sait gré à François Mitterrand de l'avoir aidé, par le biais de la « Petite » Fédération, à liquider dans les meilleures conditions possibles cette malheureuse affaire. La contrepartie du service rendu, c'est évidemment la candidature.

Le marché est tacitement conclu, depuis plusieurs semaines, mais il n'est pas encore signé. Or Mitterrand ne peut rien faire sans cette signature. Elle lui sera donnée sans hésitation dans la matinée du 9 septembre.

UNE candidature, lancée par la S.F.I.O. et l'attente de la décision un Parti communiste : nous voici ramenés aux premiers jours de l'opération Defferre à l'époque où les meilleurs amis du maire de Marseille nous déclaraient sur le ton de la confiance : « N'ayez aucune crainte. Le Parti communiste sera obligé de soutenir Gaston Defferre et il sera alors le candidat de toute la Gauche. »

François Mitterrand a dit, et son principal impresario l'a répété aux journalistes : il ne saurait être question pour lui de discuter avec le P.C. ni publiquement, ni clandestinement. C'est, dans le contrat, la condition imposée par Guy Mollet.

Que va faire le Parti communiste ? En principe, il n'a plus le choix qu'entre la capitulation (renoncer à toute discussion et accorder à Mitterrand ce qui avait été refusé à Defferre) et l'annonce d'une candidature.

Sans doute, existe-t-il encore pour lui une troisième voie : celle de la procédure proposée par Daniel Mayer. Mais il lui faudrait alors renoncer au dogme de la priorité des contacts avec les dirigeants de la S.F.I.O., dogme qui transforme la politique pratique du P.C. en

une longue suite d'impuissantes incantations et l'éloigne chaque jour davantage du but qu'il s'est fixé.

DANS toute cette affaire, l'attitude du P.S.U. a été parfaitement claire. Nous avons dit qu'il ne fallait pas rêver à une rencontre où se retrouveraient les représentants du P.C. et de la S.F.I.O. Nous avons ajouté que le Parti communiste devait admettre que le candidat commun de la Gauche soit proposé par d'autres que lui. Mais nous avons, dans le même temps, insisté sur la nécessité d'une discussion entre ce candidat et toutes les formations de Gauche, y compris les communistes. En agissant ainsi, nous n'avions pas seulement le souci d'aboutir à un résultat. Nous pensions, certes, que le P.C. refuserait finalement la capitulation que certains voulaient lui imposer (soutenir sans discuter), mais nous ne pouvions en écarter complètement l'éventualité. Ce qui guidait — ce qui guide toujours — principalement notre action, c'est le souci de forger l'unité réelle de la Gauche, unité qui ne surgira pas de compromis tactiques éphémères, mais de la mise en œuvre d'une véritable procédure démocratique et de la discussion des problèmes de fond.

Nous avons multiplié les efforts pour avancer dans cette direction et ce n'est pas de notre faute si l'idée de la candidature unique, qui semblait devoir triompher au lendemain de l'échec de Defferre, a de nouveau reculé. Mais la partie n'est pas encore jouée. Ce qui n'a pas été possible il y a une semaine, peut l'être dans quinze jours. Et, de toute manière, les instances nationales de notre Parti auront à prendre leurs responsabilités.

Pour le moment, la question est de savoir si les différentes forces, qui travaillent dans le pays au renouveau socialiste, accepteront de coordonner leurs efforts. Car c'est sur la division de ces forces qu'a tablé Guy Mollet. Il ne demeure le maître du jeu, que dans la mesure où la Gauche nouvelle renonce à former un seul bloc, à mettre en avant un seul programme, à proposer une seule stratégie. Si elle le faisait, bien des choses seraient changées.

Gilles MARTINET.

DE LA RENTRÉE SOCIALE AU V^e PLAN

par Maurice Combes

Il est encore un peu tôt pour prévoir ce que sera la « rentrée » sur le plan social. Disons seulement que la fin de l'année 1965 risque d'être dominée davantage par l'élection présidentielle que par les luttes revendicatives.

En effet, la « détente » intervenue sur le marché du travail, la progression du chômage total et partiel ne favoriseront guère l'action syndicale. On mesure ici les conséquences du plan de stabilisation dont il s'avère — au bout de deux ans d'existence — que, s'il a freiné la hausse des prix, il a abouti également à un ralentissement de l'économie. Et ce ne sont pas les légers progrès enregistrés à la veille des vacances qui justifient la satisfaction affichée par Giscard d'Estaing, dédaigneux des critiques formulées contre sa politique par l'O.E.C.D. (laquelle préconisait une relance de la consommation par l'allègement de la fiscalité). Avec la bénédiction de de Gaulle, l'orthodoxie financière demeure la règle !

Toutefois, en dépit de conditions économiques défavorables, les revendications syndicales ne manqueront pas d'aliments. Le principal sera évidemment constitué par la hausse des prix qui non seulement n'a pas été jugulée, mais risque de repartir de plus belle ces prochains mois. On annonce en effet des hausses concernant le charbon, les tarifs marchandises de la S.N.C.F. (le ralentissement économique s'étant répercuté sur le budget de celle-ci) et les produits alimentaires. Dans ce domaine, pénurie et abondance ont les mêmes conséquences : le prix du bifteck ne cesse de grimper, en raison notamment de l'insuffisance de la production, mais le pain et le sucre sont menacés d'augmentation parce que la résorption des excédents agricoles coûtera cher !

Pendant ce temps, le gouvernement entend fixer à 4 %, *ne variatur*, la hausse annuelle des salaires dans les secteurs public et nationalisé et il vient d'accorder 2 % seulement aux « smigards » (ce qui a motivé les protestations des organisations syndicales à la Commission supérieure des conventions collectives). On peut donc affirmer que la politique gaulliste s'est traduite par une aggravation du sort des plus défavorisés.

En cette conjoncture difficile, les syndicats devraient opposer un front commun à cette politique. Mais on peut douter qu'ils le fassent, lorsqu'on voit Eugène Deschamps s'en prendre au « gaullisme » de la C.G.T., tandis que les publications de cette centrale reprochent au secrétaire général de la C.F.D.T. d'avoir déclaré jadis que de Gaulle n'était « ni de gauche ni de droite ». Et notons également que Deschamps a accusé la C.G.T. de n'avoir rien fait pour étendre le mouvement au moment du conflit Peugeot. La C.G.T. ménage le régime actuel : telle est la critique formulée de plus en plus fréquemment par la C.F.D.T. et, bien entendu, par F.O. Il est clair toutefois que si la C.G.T. ne peut entrer en contradiction avec le gouvernement à propos du Vietnam, on aimerait que les autres centrales prennent une position plus claire à ce sujet. Peuvent-elles se contenter de déclarations ambiguës lorsque la politique américaine met la paix du monde en danger ?

Le mécontentement des syndicats agricoles

Cependant, quelles que soient les divergences politiques entre les syndicats, l'action commune s'imposera sans doute à eux comme une nécessité dans les prochains mois. En attendant, on peut enregistrer une certaine convergence de leurs critiques à l'égard du projet de V^e Plan qui ne leur apparaît pas comme étant de nature à assurer une expansion régulière de l'économie et à permettre la satisfaction des revendications syndicales. Le fait vaut d'être noté, alors que le projet est soumis à l'examen du Conseil économique et social. Et les critiques sont également le fait des organisations agricoles dont les représentants au Conseil s'étaient

abstenus, avec ceux de F.O., à l'issue du débat sur le V^e Plan qui avait eu lieu au début de l'année.

L'ensemble des organisations paysannes demande avec impatience la reprise des pourparlers avec nos partenaires européens sur le financement de la politique agricole commune. Ce faisant, elles traduisent l'inquiétude de leurs mandants face à la crise du Marché commun dont les agriculteurs français attendaient à la fois des débouchés et une revalorisation du prix de leurs produits.

Le durcissement de leur position s'est traduit dès la fin juillet par le départ de leurs représentants de la

Commission d'Agriculture du V^e Plan. Le prétexte invoqué tient dans une querelle de chiffres : le V^e Plan ne prévoit plus qu'un accroissement de 4,8 % par an pour les revenus agricoles, alors que le Parlement avait fixé ce taux en décembre dernier entre 5,3 et 5,5 %... De plus, les références au Marché commun ont été jugées fort rares dans le rapport gouvernemental sur le V^e Plan : d'où la crainte d'une remise en cause de la politique européenne.

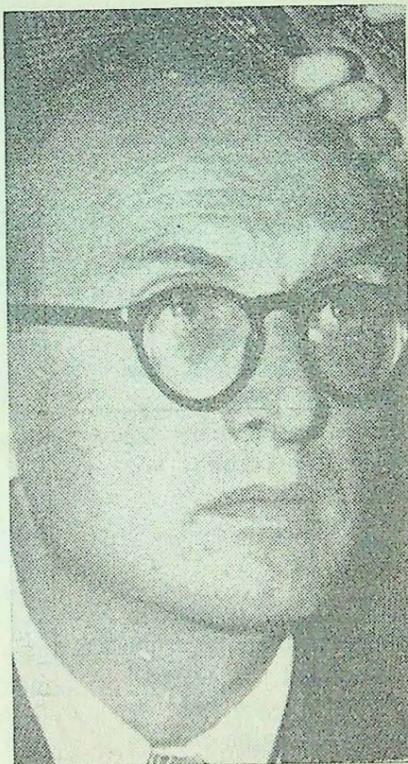
Cependant, cette unanimité de façade ne va pas sans recouvrir certaines divergences : par exemple, entre les notables traditionnels du

syndicalisme agricole, tel M. Blondelle, président des Chambres d'agriculture, liés à la droite et à l'extrême-droite, et les animateurs du C.N.J.A. qui, à la différence des gros céréaliers et des betteraviers, redoutent de voir les producteurs « intégrés » par les industriels de la terre.

De leur côté, les centrales ouvrières déplorent l'insuffisance des perspectives sociales du V^e Plan et redoutent que les salariés ne fassent en premier lieu les frais de la réduction de la consommation envisagée pour développer les investissements et affronter la concurrence internationale.

Nous avons demandé à Pierre Le Brun, secrétaire de la C.G.T., membre du Conseil économique et social, de nous donner son point de vue dans l'interview qu'on lira ci-dessous.

Pierre LE BRUN : le V^e Plan ? Un contenu social très restrictif



(Photo AGIP.)
Pierre Le Brun,
secrétaire confédéral de la C.G.T.

Q. — Quelles sont les critiques essentielles d'économiste et de syndicaliste au projet de V^e Plan Pensez-tu que des objectifs plus ambitieux pourraient être fixés, notamment en ce qui concerne la réduction de la durée du travail et le développement des équipements collectifs, et cela à quelles conditions ?

R. — Mes critiques essentielles sont les mêmes qu'à l'égard de l'avant-projet qui nous fut soumis il y a un an ; les mêmes options de base, aujourd'hui confirmées, qu'elles concernent les dépenses militaires et d'aide et coopération, une priorité relative pour les revenus agricoles, d'une part, et pour certains investissements collectifs, d'autre part, enfin et surtout la préférence pour l'autofinancement, entraînant les mêmes conséquences et notamment un contenu social très restrictif, sinon aléatoire. De ce point de vue, il y a encore deux aggravations : en ce qui concerne les dépenses d'investissements pour l'éducation nationale et pour le logement, dont la priorité relative est en recul ; en ce qui concerne l'emploi des travailleurs : le projet de V^e Plan admet en la matière un « ajustement à l'offre d'emploi » — euphémisme recouvrant un certain sous-emploi des jeunes, des femmes et des vieux travailleurs — de 260.000 personnes en 1970 ; auquel s'ajoute un « chômage frictionnel », très exagéré, affectant 350.000 travailleurs. Comme l'avant-

projet, en dépit de l'évolution en cours, il prévoit un recul sensible de l'immigration nette et sous-estime vraisemblablement ainsi de 200.000 unités la population active en 1970. D'où résulte au total le danger d'un excédent de population active atteignant 600.000 personnes (3 % de celle-ci).

Mais il y a plus : le projet prévoit également un sensible ralentissement de la diminution en cours de la population agricole, alors que, selon les porte-parole qualifiés de l'agriculture, la crise actuelle du Marché commun agricole devrait inciter à prévoir une évolution inverse. Corrélativement et se basant sur une évolution récente marquée par les effets du plan de stabilisation, le projet prévoit une croissance de la productivité moyenne ralentie d'un demi-point par an. Si un tel ralentissement ne s'avérait pas durable, en raison notamment des efforts par ailleurs préconisés en matière de recherche et d'investissements productifs, l'excédent total de population active pourrait dépasser 1.000.000 de personnes, soit 5 %, en 1970.

Au terme d'une telle analyse, force est de reconnaître que le V^e Plan ne serait pas, contrairement à ses prédecesseurs, de plein-emploi, mais de sous-emploi. Une telle orientation traduisant, au-delà du refus de réduire substantiellement la durée du travail sans diminution de salaires, la volonté de peser sur l'évolution des salaires par la pression et la menace du chômage total et partiel, arme suprême de la politique des salaires.

Il est évident que d'autres objectifs sociaux auraient pu être visés, et singulièrement en matière d'emploi et de réduction de la durée du travail ; la résorption des excédents prévisibles de population active, dénombrés ci-dessus, permettrait de réduire la durée du travail, compte tenu de l'accroissement spécifique de la productivité qui s'ensuivrait, d'environ 3 heures par semaine, s'ajoutant aux prévisions actuelles du V^e Plan (1 h 30). La réduction totale (de 4 h 30, c'est-à-dire de 10 %) ramènerait la durée hebdomadaire moyenne de travail de 46 h à 41 h 30, ce qui correspondrait au retour aux 40 heures, avec une tolérance acceptable d'heures supplémentaires.

Un tel objectif de retour aux 40 heures sans diminution de salaires, avec ses conséquences prévisibles et souhaitables sur l'évolution de ceux-ci, une autre évolution également des prestations sociales et d'autres priorités en faveur de l'éducation nationale et du logement mettraient évidemment en cause toute la politique économique et financière du gouvernement, et d'abord sa préférence pour l'autofinancement. La réalisation du Plan exigerait, outre un contrôle de l'autofinancement, de plus larges recours à l'épargne des ménages et à l'épargne des administrations. Cer-

taines réformes de structure apparaîtraient nécessaires, notamment une effective nationalisation du crédit, une réforme fondamentale de la fiscalité, la municipalisation des terrains à bâtir.

Q. — Indépendamment de la priorité accordée à certains objectifs, le taux de croissance de 5 % par an, retenu par le gouvernement, n'est-il pas illusoire, étant donné la politique actuelle marquée par le plan de stabilisation et la débudgétisation des investissements ? Dans ces conditions, peut-on considérer que notre économie sera mise en mesure de sortir de la stagnation et de faire face à la concurrence internationale ?

R. — Il me semble d'élémentaire bon sens de te répondre oui sur le premier point et non sur le second. J'attire toutefois l'attention sur un fait jusqu'à présent trop peu relevé :

Le projet de V^e Plan comporte, ce qui est en principe un progrès, un double système d'indicateurs d'alerte à l'égard des dangers d'inflation, d'une part, et de récession, d'autre part. Mais ce système est très dissymétrique ; relativement sensible à l'égard des dangers d'inflation, il ne l'est aucunement à l'égard du danger de récession ; le taux de progression de l'économie peut descendre à 2 % par an et le chômage total officiellement décelé atteindre 2,5 % de la population active, ce qui n'est pas actuellement le cas, sans qu'aucune réaction soit nécessairement déclenchée. En d'autres termes, il y a, sous cette forme, intégration, institutionnalisation du plan de stabilisation dans le plan de développement économique et social.

Cependant, aux graves incertitudes nées du plan de stabilisation s'ajoutent celles découlant de la crise actuelle du Marché commun et singulièrement du Marché commun agricole ; le fait aussi que les Commissions de modernisation sont bien loin d'avoir terminé leurs travaux...

Dans ces conditions, n'eût-il pas été techniquement plus sérieux, et conforme également au bon sens, de différer l'élaboration finale, la discussion et le lancement du V^e Plan ?

Q. — Peut-on envisager que le projet de V^e Plan sera sérieusement amendé après un nouvel examen par le Conseil économique et social, alors qu'aucune des propositions faites antérieurement par les syndicats n'a été retenue ?

R. — Non, je ne crois pas que l'actuel projet puisse être sérieusement amendé dans les circonstances actuelles et d'ici la fin de l'année.

Q. — Peut-on espérer qu'au Conseil économique les représentants des syndicats feront des contre-propositions ?

R. — Je ne suis pas actuellement en mesure de répondre à cette question.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1966

UN BUDGET DE CLASSE

- deux fois plus d'allègements fiscaux pour les gros revenus que pour les petits,
- des milliards pour les autoroutes et la force de frappe, mais seulement 2 % de constructions scolaires supplémentaires et 7 % d'H.L.M.,
- moins de 2 % de pouvoir d'achat supplémentaire pour les fonctionnaires ; rien pour les familles.

BUDGET à la Poincaré ! Sous le manteau de l'équilibre, la propagande gouvernementale camoufle un budget tout aussi réactionnaire que ceux des années précédentes. Le projet de loi de finances pour 1966 nous montre, en effet, que le pouvoir gaulliste entend, l'an prochain, continuer à favoriser les catégories privilégiées de la population — et leurs préférences — plutôt que les familles populaires.

On ne saurait en être surpris, assurément, vu la nature réaction-

naire du gaullisme et l'appui qu'il n'a cessé de donner au grand capitalisme.

Les choix sociaux du gouvernement peuvent être mis en évidence par la réponse à quatre questions : Qui profitera des allègements fiscaux prévus pour 1966 ? Le budget cherchera-t-il à mettre fin au chômage ? Quelles mesures sont prévues pour les salariés de l'Etat, pour les familles et les vieux ? Enfin, quels investissements auront la priorité ?

Qui profitera des allègements fiscaux ?

La réponse est fournie par le tableau ci-dessous. En ajoutant aux avantages fiscaux déjà prévus pour 1966 par la loi de finances de cette année (relèvement d'environ 4 p. 100 des tranches du barème de l'impôt sur le revenu, exonération partielle d'impôt sur les revenus des obligations), les faveurs qui ont été inscrites pour 1966 dans la réforme de l'impôt sur les sociétés (loi du 12 juillet dernier) et les nouveaux allègements prévus par le projet de budget, on constate que les gros revenus bé-

« allègements fiscaux » n'auront pas pour effet de réduire l'impôt sur le revenu payé par les contribuables, mais simplement d'empêcher que cet impôt n'augmente trop. Les « allègements » réduiraient l'impôt si les revenus des contribuables étaient inchangés, d'une année sur l'autre ; mais les revenus (en francs) augmentent (ne serait-ce que pour suivre la hausse des prix : près de 3 p. 100 cette année), l'impôt augmentera encore l'an prochain.

Le ministre des Finances l'a d'ail-

Deux fois plus d'allègements fiscaux pour les gros revenus que pour les petits

en faveur des petits revenus en millions		en faveur des gros revenus en millions	
Aménagement du barème progressif	200	Aménagement du barème progressif	190
Relèvement de l'abattement à la base	100	Relèvement de l'abattement à la base	44
Suppression de diverses taxes..	15	Suppression de diverses taxes..	38
Aménagement de la « décote »	105	Allègement du « demi-décime »	75
Décote spéciale pour les vieux..	8	Exonération partielle des revenus des obligations	50
Suppression de la taxe complémentaire sur les artisans....	60	Suppression de la taxe complémentaire sur les capitaux mobiliers	109
		Réforme de l'impôt sur les sociétés et les capitaux mobiliers	530
		Réduction des droits de succession	20
	488.		1.056

néficient de réductions fiscales pour 1.056 millions, alors que les petits et moyens revenus n'ont droit qu'à 488 millions d'allègements fiscaux. Moins de la moitié !

Il faut cependant ajouter que ces

leurs admis, en déclarant que « la progression de l'impôt sur le revenu serait réduite de moitié : elle sera de 5,2 p. 100 au lieu des 10,7 p. 100 qu'on aurait constatés sans les allègements fiscaux ».

Le budget cherche-t-il à mettre fin au chômage ?

Pas du tout, et nous l'avions écrit il y a huit jours. En fait, le « plan de stabilisation » a entamé cette semaine sa troisième année ; il reste fondé, comme les deux années précédentes, sur la double idée :

● que le chômage (total ou partiel) permet au patronat et au gouvernement de mieux résister aux revendications des travailleurs, donc de ralentir la hausse des coûts de production ;

● que la stagnation du pouvoir d'achat des masses populaires entraîne la mévente, donc oblige les commerçants à ne pas trop augmenter les prix de détail.

En 1966, rien ne sera changé à cette philosophie profondément réactionnaire. Le gouvernement continue à trouver bonne la stagnation et il redoute visiblement une reprise économique rapide, qui risquerait de faire monter les prix au-delà de 3 p. 100

par an. Rien d'important n'est donc prévu dans le budget pour relancer l'économie par la consommation.

Les seules mesures qui pourraient avoir un effet de relance restent timides : il s'agit de l'augmentation — comme les années précédentes — des investissements publics. Mais on a bien vu depuis deux ans que la relance par l'investissement public était incertaine, sinon inefficace : cette année, par exemple, l'investissement privé aura diminué de presque autant que l'investissement public aura augmenté.

En fait, tant que le patronat n'aura pas été contraint d'investir, ou tant qu'il ne croira pas à la reprise de la demande, il restera dans son attitude actuelle d'expectative : il attend que les clients reviennent, pour augmenter la production et reprendre les dépenses d'équipement.

Les prévisions économiques qui accompagnent le budget tablent sur une augmentation de la production nationale de 4,5 p. 100 l'an prochain. Peuvent-elles se vérifier ? Constatons pour l'instant que les prévisions pour 1965 ont dû être révisées en baisse deux fois de suite (en mai, puis en septembre).

La consommation moyenne par habitant qui devait augmenter cette année de 3,1 p. 100 n'aura — selon les prévisions actuelles — progressé finalement que de... 1,4 p. 100 (soit moins de la moitié des prévisions initiales !). De même, les investissements industriels (y compris ceux du secteur public) qui devaient augmenter de 6 p. 100 n'auront (dit-on actuellement) progressé que de... 3 p. 100 (là encore, la moitié de l'objectif initial).

Pourquoi 1966 tiendrait-il mieux les promesses officielles que 1965 ?

Quelles mesures sont prévues pour les fonctionnaires, les familles, les vieux ?

Refusant la relance par la consommation, le gouvernement a refusé d'inscrire dans le budget les crédits qui auraient donné à celui-ci une teinte vaguement sociale. Qu'on en juge :

● Les traitements des fonctionnaires augmenteront de 1,75 p. 100 en avril et de 1,75 p. 100 en octobre 1966 ; à ces 3,50 p. 100 s'ajouteront quelque 0,50 p. 100 d'« aménagements catégoriels ». Soit, au total, environ 4 p. 100.

Les prix devant augmenter d'au moins 2 p. 100, cela fera moins de 2 p. 100 d'accroissement du pouvoir d'achat dans l'année ; soit sensiblement moins que n'auront obtenu les salariés du secteur privé (cette année, par exemple, le niveau de vie des salariés du secteur public a augmenté de 1 p. 100 à peine, alors que celui des salariés du secteur privé a progressé de 2,5 p. 100 pour les cadres et de près de 2 p. 100 en moyenne pour les ouvriers).

● Les prestations familiales, elles, n'augmenteront pas du tout, la

hausse envisagée par le gouvernement pour l'an prochain compensant tout juste l'augmentation du coût de la vie (déjà, cette année, il y a eu dégradation du pouvoir d'achat de ces prestations).

● Enfin les recommandations de la commission Laroque en faveur des vieux ne seront pas plus appliquées l'an prochain que cette année. Compte tenu de la hausse des prix survenue depuis la fin 1961 (date du dépôt de ce rapport), la retraite minimum proposée par cette commission devrait atteindre actuellement 217 F par mois ; en réalité, la retraite ne dépasse pas, actuellement 150 F ; et elle sera seulement de... 158 F au 1^{er} janvier (166 au 1^{er} octobre). Rien de plus n'est prévu par le nouveau budget.

Ces faits, dans leur brutalité, confirment bien le caractère réactionnaire de ce budget.

Quels investissements auront la priorité ?

Là encore, les choix gouvernementaux sont nets : les crédits affectés aux constructions scolaires n'augmenteront l'an prochain que de 2 p. 100 (en valeur réelle), les mises en chantier d'H.L.M. de 7 p. 100, les constructions d'hôpitaux de 5 p. 100. Les crédits affectés à l'investissement humain par excellence qu'est la formation professionnelle dépasseront à peine 100 millions.

Mais les dépenses d'équipement pour la force de frappe approcheront, elles, les 6 milliards (60 p. 100 de plus que les crédits H.L.M.) et les crédits pour les autoroutes augmenteront de 40 p. 100 ! Nul ne conteste, certes, que la France, dotée d'un réseau routier très dense, manque de voies rapides à grand débit. Mais donner aux autoroutes une progression vingt fois plus rapide que celle accordée aux écoles et aux universités, et huit fois plus grande que celle qui est donnée aux hôpitaux, voilà qui est significatif des vraies priorités gouvernementales.

Faute de pouvoir tout faire (vu les énormes dépenses militaires), Pompidou et Giscard négligent les écoles, les hôpitaux et les chômeurs. En ce domaine de l'équipement comme dans les précédents, le pouvoir gaulliste tranche donc en faveur des possédants.

Nul ne s'en étonnera : la droite n'a jamais gouverné au profit de la gauche. Même dans ses choix les plus inhumains, le capitalisme reste logique avec lui-même.

Jean Todure.

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM
Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)
Soutien : à partir de 70 F
1 an 35 F
6 mois 18 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

CYRANKIEWICZ en France

Ce qu'est la frontière Oder-Neisse pour la Pologne

La visite en France de M. Josef Cyrankiewicz, président du Conseil des ministres de la République populaire de Pologne, ancien déporté d'Auschwitz, et peut-être futur successeur de Gomulka, a ravivé la querelle qui oppose la Pologne et la République fédérale allemande au sujet des frontières dites de l'Oder-Neisse.

On sait que le « gaullisme » des Polonais réside à la fois dans leur héritage d'une vieille tradition nationaliste historiquement reconnue et dans la reconnaissance qu'ils portent à de Gaulle pour avoir, le premier en Europe occidentale, affirmé que les territoires recouverts en 1945 par la Pologne à la suite des accords de Potsdam ne devaient en aucun cas leur être disputés par l'Allemagne... de l'Ouest bien entendu puisque à l'Est la R.D.A. les a reconnus.

Que représentent donc ces territoires pour la Pologne ? Environ 103.000 kilomètres carrés, soit 33 % de la superficie totale de la Pologne, habités par 8.281.100 citoyens, soit 26,4 % de la population totale.

Et, depuis vingt ans, ces territoires forment la République populaire de Pologne.

C'est là un fait.

Les puissances alliées décidèrent en 1945 que « les anciens territoires allemands à l'est de la ligne allant de la mer Baltique directement à l'ouest de Swinoujcie, ainsi que le long de l'Oder et de la Neisse, en même temps qu'avec la plus grande partie des anciens territoires de la Prusse orien-

tonnes de trafic en 1964). La Pologne y produit :

- 31,5 % de son énergie électrique,
- 70,5 % de lignite,
- 43,5 % de coke,
- 100 % de turbines à vapeur,
- 37 % de machines-outils,
- 89 % de wagons de marchandises,
- 13 % d'engrais azotés.

Sur le plan agricole, ces territoires représentent 30 % des terres agricoles et fournissent 46 % des céréales, 44 % des pommes de terre, 33 % de betteraves à sucre, 34 % de bovins, 29 % de porcins et 37 % de lait. C'est là qu'il y a le plus grand nombre de fermes d'Etat (70 %).

Ce sont les chiffres que l'on peut



Gomulka, son premier ministre est peut être son dauphin.

extraire des statistiques générales de production.

Ils sont éloquentes.

Par eux on comprend l'importance économique vitale pour la Pologne de ces territoires reconquis et reconstruits.

Par eux on comprend qu'une nouvelle génération polonaise s'est formée qui est née sur ces territoires (42 % de la population) et qui s'est intégrée à la patrie polonaise.

Qui pourrait encore parler de territoires allemands ?

Mais, les Allemands de l'Ouest...

Il n'y a pas en effet de traité de paix avec l'Allemagne... Et la Répu-

POPULATION

- 99 habitants au km2.
- 23 % de la population vit de l'industrie.
- 5 % vit de la construction.
- 47,8 % vit de l'agriculture.
- 1,8 % vit des transports.
- 3,7 % vit de l'enseignement.
- 2,5 % vit de la Santé publique.

blique fédérale rejette l'actuelle frontière polono-allemande qui, prétend-elle, ne pourrait être délimitée qu'après l'unification de l'Allemagne et par négociation avec le futur gouvernement allemand unifié.

On voit tout l'irréalisme de cette position. Certes, les Américains ont accordé aux Allemands de l'Ouest, dans les accords de Paris, le « droit » de négocier librement dans le futur traité de paix, ses futures frontières.

Mais que vaut ce « droit » face à une réalité politique, économique et sociale ?

Les revendications territoriales de l'Allemagne de Bonn nous apparaissent insoutenables et tous les pays occidentaux devraient faire cause commune pour le lui faire comprendre.

Il faudra certes régler un jour le problème allemand. Mais à condition d'affirmer préalablement et solennellement la reconnaissance de la frontière sur l'Oder et la Neisse.

Le président du Conseil des ministres polonais doit savoir que les socialistes français ont cette opinion depuis bien avant 1959.

LE VIETNAM A NOS PORTES

Faut-il ou non s'intéresser à la guerre du Vietnam ? Cette question, les milieux de la gauche française se la posent depuis un certain nombre de mois, sans avoir voulu ou pu y répondre franchement. On se rassure à bon compte, soit en pensant que cette vilaine affaire ne nous concerne pas directement et qu'il ne serait pas bon de trop chaouiller la susceptibilité américaine, soit en approuvant les gestes les plus spectaculaires de la diplomatie gaulliste, avec la satisfaction de celui qui a bonne conscience et ne craint pas de recevoir des mauvais coups. Somme toute, tout se passe comme si a priori la gauche française était impuissante à changer quoi que ce soit et subissait, dans sa majorité, la fascination du gaullisme (en réagissant positivement ou négativement). Les uns — la minorité — redoutent que la politique gaulliste n'isole la France dans le concert européen, les autres — la majorité — la soutiennent, parce que sentimentalement ils désapprouvent les violences faites au peuple vietnamien.

L'exorcisation de la politique étrangère du gaullisme est donc un préalable à toute action véritable de la gauche contre la guerre du Vietnam. Certes, l'opposition du général de Gaulle à la diplomatie américaine n'est pas purement verbale ou déclamatoire : son dessein fondamental est de saper la suprématie des Etats-Unis sur le monde capitaliste. Mais la rencontre entre la stratégie gaulliste et les intérêts du mouvement ouvrier international ne peut être qu'épisodique.

De Gaulle n'est lié par aucun lien de solidarité aux mouvements de libération et d'émancipation sociale des peuples et il ne répugne pas à soutenir des politiciens ou des régimes ultra-réactionnaires (Tshombé, l'Afrique du Sud). Sur-tout, le régime gaulliste est prisonnier de ses appuis sociaux ; dans ses manœuvres anti-américaines, il ne peut dépasser certaines limites, sous peine de voir le sol se dérober sous ses pieds (il lui faut conserver un minimum de contacts avec les milieux dirigeants français et européens). On le voit bien dans la crise vietnamienne, où il se contente de définir une autre politique, en termes vagues, sans entreprendre rien de très concret pour la mettre en application. Il espère que les événements lui donneront raison et lui permettront de tirer les marrons du feu, une fois que les Etats-Unis seront allés au bout de l'impasse. En fait, son attitude est passive et il est symptomatique que ce soit le pseudo-gouvernement de Saigon qui ait pris l'initiative de la rupture des relations diplomatiques avec Paris.

Peser sur le rapport des forces

Or une attitude d'hostilité passive n'est pas susceptible d'avoir une influence sensible sur la poursuite d'un conflit armé d'envergure planétaire. L'issue n'en est pas prédéterminée, et il ne suffit pas de montrer la voie d'une solution « raisonnable » pour rencontrer un écho parmi les principaux protagonistes. Pour obtenir des résultats tangibles, il faut peser directement sur le rapport des forces, sur la volonté de combattre des camps en présence, sur les contradictions qui se font jour chez ceux dont on souhaite la défaite. Cela veut dire en particulier qu'il faut utiliser au maximum les oscillations de la politique américaine, exploiter les incertitudes et les divergences tactiques qui existent au sein des groupes dirigeants de Washington. On pourra sans doute faire remarquer qu'il est difficile depuis un pays étranger d'intervenir sur la politique étrangère et militaire des Etats-Unis. L'argument, cependant, n'est pas très convaincant, car les dirigeants américains ne peuvent faire la guerre seuls ; ils ont besoin de l'appui ou de la neutralité bienveillante d'une grande partie des gouvernements du monde et, à chaque pas de l'escalade, ils sont obligés de veiller à ce que leurs positions ne se dégradent pas trop dans leur zone d'influence.

Inévitablement, la nécessité d'adapter et d'ajuster les fins aux moyens et les moyens aux fins engendre des différences d'optique et d'estimation chez les responsables civils et militaires. Faut-il attribuer de l'importance à tel ou tel facteur politique ?

Faut-il courir tel ou tel risque pour essayer d'atteindre tel ou tel résultat ? En l'absence même d'une réaction hostile de la majorité de l'opinion publique américaine, des oppositions se font jour à l'échelon le plus élevé et il n'est pas très difficile de reconstituer les principales options qui s'affrontent à Washington.

Vers un match nul ?

Il y a, d'abord, l'orientation de ceux qui veulent gagner à tout prix cette « guerre spéciale », parce qu'ils veulent démontrer une fois pour toutes que les luttes de libération nationale et sociale ne sont pas payantes. Le Vietnam doit servir d'exemple pour les guérillas qui sont en train de se développer en Amérique latine et pour tous ceux qui seraient tentés de suivre la même voie. Il n'est, par conséquent, pas question de se contenter de demi-mesures comme en Corée, pensent les principaux représentants de ce courant. Il faut aller jusqu'aux moyens les plus extrêmes (la bombe atomique non comprise), par la mobilisation de toutes les ressources américaines et l'envoi au Vietnam de très forts contingents (jusqu'à un million d'hommes). A la limite, certains envisagent même de détruire par des bombardements la puissance industrielle et militaire de la Chine.

Cette position, partagée par une grande partie du Pentagone et par des doctrinaires comme Herman Kahn, présente le grave inconvénient de prévoir la concentration de la quasi-totalité des moyens sur un seul objectif, en vue d'un résultat non certain, et de heurter de front non seulement une bonne partie des pays dits du tiers monde, mais aussi des pays que les Etats-Unis peuvent considérer aujourd'hui comme des alliés. En outre, il n'est pas impensable que le conflit se généralise et remette en question tout le savant équilibre patiemment édifié en Europe depuis des années, ce qui signifierait, à plus ou moins brève échéance, une guerre mondiale avec emploi des armes thermonucléaires. C'est pourquoi l'administration Johnson préfère choisir une voie moins risquée dans l'immédiat. A en juger d'après les discours les plus récents de ses porte-parole les plus autorisés, elle cherche simplement à obtenir une sorte de match nul sur le plan militaire, c'est-à-dire le maintien indéfini des guérillas à un stade inférieur, ce qui devrait rendre possible une solution politique excluant une prédominance communiste. Les négociations qu'elle demande et qu'elle propose devraient garantir internationalement cette solution.

Toutefois, il est bien évident que cette orientation prétendument modérée peut facilement se fondre dans la première orientation. Il suffit pour cela que la pression militaire des forces populaires vietnamiennes soient d'une ampleur telle que le commandement américain ne voie d'autre issue que celle d'une intensification de la guerre (envoi de nouvelles troupes, intervention de plus en plus ouverte contre la République démocratique du Vietnam du Nord). A l'heure actuelle, Johnson se contente d'envoyer les renforts qui sont nécessaires pour éviter des défaites trop lourdes et pour empêcher l'effondrement complet de l'armée mercenaire du Sud, mais rien n'indique qu'il n'est pas susceptible de passer dans le camp des partisans de la guerre à outrance. Aussi bien y a-t-il un troisième courant, personnifié par les frères Kennedy et par plusieurs collaborateurs du président assassiné, qui repousse les vues du gouvernement comme irréalistes et dangereuses et propose, encore timidement, de faire la part du feu, c'est-à-dire de retirer progressivement les Etats-Unis de l'engrenage vietnamien en cherchant un accord global avec la Chine, au prix d'un certain nombre de concessions. Il s'agirait d'arriver en Asie à un *modus vivendi* comparable à celui qui s'est établi en Europe entre l'U.R.S.S. et les puissances occidentales, afin de geler les antagonismes sociaux et nationaux de cette partie du monde ou tout au moins de les comprimer dans le cadre fixé par les « Grands » (en l'occurrence les Etats-Unis et la Chine). Cette perspective, est-il besoin de le dire, n'a rien de très attirant pour les classes dirigeantes des Etats-

APERÇU GEOGRAPHIQUE

- 649 km du Nord au Sud.
- 689 km d'Ouest en Est.
- 312.000 km2.
- 23.900.000 habitants en 1946.
- 31.338.900 habitants en 1964, dont 16.000.000 de femmes.
- 22 villes ont plus de 100.000 habitants.
- Varsovie : 1.200.000 habitants.
- Le territoire est divisé en 17 voïvodies et 5 villes.

tales et de la Ville libre de Gdansk, seront transmis à la Pologne. De plus était-il précisé : « Il convient de déplacer en Allemagne la population allemande restant en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. »

Ces décisions avaient pour but d'assurer la sécurité de l'Etat polonais en enlevant aux Allemands les traditionnelles bases d'attaque prussiennes à l'est et en évitant que s'y développe une future « cinquième colonne ».

A partir de 1945, la Pologne repeupla ses nouveaux territoires qui comptent aujourd'hui plus d'habitants polonais qu'il n'y avait avant guerre d'Allemands et de Polonais (2.275.000 Allemands furent transférés de Pologne).

Elle investit plus de 350 millions de zlotys (1 F = 3 zlotys) et construisit une puissance industrielle égale en 1965 au 1/3 du potentiel industriel polonais. C'est dans cette région qu'on trouve le combinat énergétique de Turoswow et le bassin cuprifère de Lubin ainsi que le port de Szczecin (11.200.000

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

ALGÉRIE

Trois mois après le putsch

Unis, car sa réalisation suppose une révision presque complète de la politique suivie jusqu'alors.

Une action politique est possible

De quelque côté que l'on se tourne, la situation est donc grosse de choix difficiles, et même très difficiles, pour les gouvernants américains. En un certain sens, les problèmes qui leur sont posés sont autrement graves que ceux qui se posaient à la France au moment de la guerre d'Algérie. Dans l'affaire vietnamienne, ils jouent leur prestige de première puissance impérialiste du monde ainsi que la possibilité d'endiguer les mouvements révolutionnaires. S'ils sortent vainqueurs de l'épreuve, ils s'assurent plusieurs années de tranquillité. Par contre, s'ils sont mis en échec, ils sont sûrs de voir s'accélérer le processus révolutionnaire un peu partout.

D'autre part, ils sont obligés d'envisager une mobilisation matérielle et psychologique pour laquelle le système politique américain — essentiellement basé sur la recherche d'un acquiescement passif de la grande masse — est peu adapté, comme l'a montré l'échec du maccarthysme et de Goldwater. Ils peuvent, certes, déclencher de grandes vagues d'hystérie anticommuniste, mais il leur est difficile de les transformer en actions positives en faveur d'une guerre impérialiste qui risque de donner naissance à une guerre mondiale.

C'est dire qu'à chaque pas, qu'à chaque décision importante sur le Vietnam devrait bientôt correspondre une tentative pour tendre les énergies à l'intérieur. Tout cela multiplie les occasions d'affrontement et de contestations entre les états-majors et les forces politiques et si, jusqu'à présent, les divergences n'ont pas donné lieu à une véritable crise de direction politique, c'est, bien sûr, parce que Johnson suit une orientation relativement temporisatrice, mais surtout parce que la passivité d'une grande partie de l'opinion mondiale a permis aux dirigeants américains d'intensifier leur intervention sans ennemis majeurs.

Par contre, si l'hostilité, voire l'opposition ouverte de nombreux pays, semait des obstacles sans cesse plus nombreux sous les pas des puissants de Washington, les affrontements feutrés qui se produisent en ce moment pourraient bien devenir des clivages sérieux et causer des fractures au sein même de la société américaine, les choix devenant de plus douloureux et les échéances de plus en plus pressantes. Un démantèlement progressif des positions politiques de l'impérialisme américain est donc le meilleur moyen à employer pour ébranler l'opinion américaine, pour faire vaciller la volonté des « faucons » et autres bellicistes.

C'est un moyen qui est à notre portée, si nous savons passer le stade des considérations diplomatiques de type gaulliste. N'est-il pas possible de mener campagne en France contre les bases américaines, pour la reconnaissance de la République démocratique du Vietnam, pour la reconnaissance du F.N.L. comme seul représentant du peuple du Vietnam du Sud ?

Le retrait de la France de l'O.T.A.N., envisagé clairement par de Gaulle lors de sa conférence de presse, risque de toucher les Etats-Unis dans un point très sensible de leur dispositif militaire en Europe ; ce travail de sape effectué par le gaullisme peut être utilisé non pour assouvir des desseins nationalistes, mais pour compléter des initiatives hardies tendant à rétablir la paix dans le sud-est asiatique, sans pour autant condamner le légitime mouvement d'indépendance nationale qu'incarne le F.L.N. Il est possible, par ailleurs, de donner une dimension tout à fait nouvelle à cette campagne en insistant sur son aspect international. A l'exemple de ce qu'envisage Bertrand Russell en Grande-Bretagne, la partie la plus active de la gauche pourrait prendre l'initiative de faire venir des représentants du F.N.L. et de la gauche américaine, afin de les associer à une campagne publique d'éclaircissement sur la guerre et ses dangers. Cela permettrait de donner une base solide aux nécessaires appels à la solidarité matérielle (dons aux combattants).

Qu'on ne s'y trompe pas, la lutte qui se mène en ce moment est une des plus importantes batailles politiques depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elle pourrait changer la face du monde.

Jean-Marie Vincent.

Au lendemain du 19 juin, l'Algérie a occupé la « une » durant une dizaine de jours : le suspense était au zénith. Ensuite, les vacances ; d'autres événements : la Grèce, le Cachemire, etc., sont venus relayer l'actualité algérienne. Depuis, peu de commentaires : au mieux, l'embaras ; au pire, le silence. Est-il possible, aujourd'hui, à deux mois du second Bandoeng (du moins si la conférence a lieu), de faire le point et d'aboutir à quelques conclusions plus précises et plus durables ?

Une chronologie à toute vitesse

On se souvient des faits. Le 16 juin, un accord est passé entre le gouvernement Ben Bella et le F.F.S. Est-ce la fin des « maquis » et le retour de Ait Ahmed ? Une réunion du Comité central du F.L.N. se tient au même moment : elle est assez houleuse et porte surtout sur quelques grandes mesures que l'on affirme, cette fois-ci, vouloir réaliser (réforme agraire, épuration de l'administration, etc.). On prête à Ben Bella la décision d'éliminer le « clan A.N.P. » du pouvoir (en particulier Bouteflika). L'Histoire rouvrira un jour le dossier de ces quelques jours qui ont précédé le putsch.

En tout cas, le 19, à quelques jours du second Bandoeng, à un mois du Festival de la Jeunesse, c'est le « clan A.N.P. » qui élimine Ben Bella, tandis que, rapidement, l'essentiel de la classe politique rallie le nouveau pouvoir.

Un « Conseil de la Révolution » fait son apparition dès le 19 : en son nom, le colonel Boumedienne prononce le premier grand réquisitoire contre Ben Bella et sa gestion (on ne connaît pas les membres de ce conseil que le 5 juillet). Dès le 20, à Alger, des manifestations ont lieu, animées surtout par des étudiants et des femmes : elles dureront une semaine ; de plus grande ampleur semble-t-il, dans d'autres villes (Bône, Philippeville, Oran, etc.), elles provoqueront une répression, dont on a peut-être exagéré l'ampleur. Car il est clair, très rapidement, que techniquement le putsch a réussi, bien que les remous qu'il provoque entraînent l'ajournement du second Bandoeng (après une semaine de rebondissements).

Dix jours après le putsch, les réactions internationales permettent de tracer une première délimitation, sans qu'il soit possible toutefois d'en tirer plus qu'une indication. Ont condamné, plus ou moins nettement, le coup d'Etat : les Egyptiens (voir une série d'articles de Heykal), la presse hongroise (traduisant sans doute le sentiment des PC des pays de l'Est), les PC italien et français, le P.S.U., Sekou Touré, Fidel Castro (les pays du Commonwealth — Ghana en tête — demeurant très réservés). Ont approuvé, d'une manière plus ou moins directe : la Chine, le secrétaire du PC indonésien (Aïdit qui conteste la « politique de droite » de Ben Bella), la Tunisie, Senghor (Washington, satisfait du limogeage de Ben Bella, reste prudent, bien que favorable ; un mois après, l'ambassadeur d'Algérie sera reçu par Johnson et il semble qu'un prêt américain soit dans « l'air »).

Une page est tournée, le nouveau pouvoir se consolide sur le plan intérieur. Le 27 juin, l'U.G.T.A., dans une déclaration ambiguë, paraît rallier les putschistes. S'agit-il du point de départ d'une « opposition légale de gauche » ? On pourrait le croire, puisque plusieurs hommes de gauche, connus en tant que tels, font partie du nouveau gouvernement présenté le 12 juillet (on y compte neuf anciens ministres de Ben Bella ; le 5, Boumedienne avait donné la liste des membres du « Conseil de la Révolution », où l'on dénombre vingt-quatre militaires sur vingt-six dirigeants). De même, le Secrétariat exécutif du F.L.N. (qui remplace l'ancien Bureau politique) est constitué de cinq militaires (Chérif Belkacem en est la tête).

Dès lors, toute l'activité sera dirigée vers la « reprise en main » des différentes organisations nationales (jeunes, femmes, syndicats, anciens combattants) et vers une réorganisation appliquée et significative du

parti (des représentants du Secrétariat prendront contact avec la province). On indiquera cependant que dès le 3 août une organisation d'opposition clandestine fait son apparition (Organisation de la Résistance populaire) avec un tract Hocine Zahoüane. Deux arrestations (celles de Harbi et de Makouf) accréditent l'idée d'une opposition plus radicale.

Sur le plan de la politique extérieure, deux points sont à noter. La signature à Paris, le 23 juillet, des accords franco-algériens sur les hydrocarbures. Bien que conçue par l'ancien pouvoir, il faudra suivre de près cette nouvelle coopération : favorable théoriquement à l'Algérie, elle peut jouer un rôle néfaste en conférant une assise économique des plus sérieuses à une classe politique dont on a pu voir que l'intransigeance en matière de principes n'est pas le fort. Enfin, l'Algérie a relancé une intense activité diplomatique en vue du second Bandoeng. Elle se heurte, là, au Ghana qui tient à repousser la conférence de l'O.U.A., juste à la veille du 5 novembre (faut-il voir dans ce conflit plus que des raisons d'ordre pratique ?) A souligner, en tout cas, que l'Egypte vient de se déclarer publiquement partisan de la participation de l'U.R.S.S. Autrement dit, le second Bandoeng n'aura pas lieu sans de nouvelles et chaudes batailles, au sein desquelles le nouveau pouvoir d'Alger ne perdra pas de vue une consécration qui lui importe au plus haut point.

Interrogations et inquiétudes

Ayant ouvert l'Algérie à une voie socialiste effective et originale, le régime Ben Bella baignait dans de telles contradictions et une telle confusion qu'il est impossible de se prononcer nettement sur ce qui lui succède. Si le coup de barre à droite est évident, il n'en reste pas moins que les actes ne sont pas assez nombreux pour qu'on puisse aller au-delà d'une série d'interrogations où l'on verra le reflet d'une inquiétude profonde pour la révolution que l'Algérie promettait.

De tous les textes, de toutes les déclarations qui critiquent l'ancien pouvoir, on retiendra quelques thèmes qui reviennent sans cesse : personnalisation du régime, accentuée par une mauvaise délimitation des tâches du parti par rapport à celles de l'Etat ; mauvaise gestion, gabegie, dilapidation de fonds, dénonciation de l'idéologie « étrangère », etc. A cela, on oppose surtout le « retour aux sources » : patriotisme, nationalisme, exaltation de la guerre d'indépendance, dont le meilleur symbole est de toute évidence l'armée. Il reste néanmoins que les nouveaux dirigeants n'échappent pas à une contradiction profonde, dans la mesure où ils se veulent les continuateurs d'un passé récent dont ils dressent en même temps le mauvais bilan (on associe désormais la plate-forme de la Soummam au programme de Tripoli, à la charte d'Alger et à la déclaration du 19 juin). De deux choses l'une, ou bien certaines erreurs étaient évitables et pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt et surtout pourquoi ne pas avoir tenté d'y remédier autrement que par un coup d'Etat fondé sur la force des armes (même si l'on n'en a fait peu usage), ou bien prend-on pour alibi certaines critiques, indiscutablement valables, pour suivre une direction, encore peu explicite, mais implicitement réactionnaire ? On en voudra pour preuves certaines mesures assez inquiétantes. Si Alger semble favorable sinon aux thèses, du moins à la diplomatie chinoise, le rapprochement avec Washington est curieux, à l'heure de la guerre du Vietnam. Egalement douteuse la réserve de plus en plus nette à l'égard de divers mouvements « révolutionnaires » du tiers monde (illégaux dans leurs pays d'origine).

Sur le plan intérieur, pour une décision valable (remettre de l'ordre dans les biens immobiliers vacants), que de signes troublants. Tout d'abord la prééminence incontestée de l'armée, dont le caractère privilégié et prétorien s'affirme de jour en jour (la suppression des « milices populaires » n'est-elle pas significative à cet égard ?) Au niveau de la réorganisation du parti, il est difficile de se prononcer, bien que l'essentiel

semble avoir porté jusqu'à présent sur le remplacement d'anciens militants par des nouveaux sans doute plus sûrs (à mettre au même rang que l'épuration dans le corps préfectoral). Deux organisations font l'objet d'une attention toute particulière : les « Anciens Combattants », ce qui socialement s'explique, mais ne faut-il pas y voir la symbolisation de ce « retour aux sources », par opposition au choix du critère « socialiste » ; par ailleurs, le syndicat. Après l'armée, l'U.G.T.A. constitue la principale force politique en Algérie. D'où l'importance de ce que l'on peut appeler son « attentisme ». Apparemment, l'U.G.T.A. continue ses activités comme si rien d'essentiel ne s'était produit le 19 juin.

Les grandes tâches du régime

Le syndicat se veut toujours gestionnaire et bannit l'« ouvrierisme ». Dans une phase transitoire, où l'économie appartient encore, pour l'essentiel, au « secteur privé », une telle conception du syndicalisme ne manque pas d'être ambiguë : on peut l'admettre, dans la mesure où l'appareil d'Etat appartient effectivement aux forces révolutionnaires authentiques, avec forte participation notamment des responsables syndicalistes (ce qui n'est nullement le cas actuellement). Au surplus, une série d'articles parus à ce sujet dans la presse algérienne ne cessent pas d'intriguer, car on y prône, noir sur blanc, une véritable entente des intérêts privés et « socialistes », un véritable fair-play entre des classes antagonistes (même si la bourgeoisie algérienne est peu puissante par elle-même).

Ne va-t-on pas, même, jusqu'à suggérer un nouveau code d'investissements plus favorables aux capitaux étrangers ? Sans sombrer dans un gauchisme excessif, on peut craindre que de telles velléités ne virent rapidement à une orientation économique tournant finalement le dos à toute poursuite socialiste (la presse intéressée ne s'y est pas trompée, encore que ce soit plus du domaine du souhait que du virage effectif).

En outre, on ne parle guère des grandes tâches que le régime précédent avait définies comme constituant la « période transitoire » : réforme agraire, adaptation d'un circuit financier et commercial au secteur autogéré, la décentralisation communale accompagnée d'élections démocratiques au niveau des communes, l'épuration de l'administration (avec promulgation d'un « statut de la fonction publique » en rapport avec l'option socialiste), le démarrage de l'industrialisation (deux petites usines ont été ouvertes depuis le 19 juin), etc.

Au total, il faudrait s'étendre plus longuement sur la réaction nationaliste et volontariste qui caractérise assez bien les responsables du 19 juin. Pour une révolution socialiste particulièrement difficile, surtout dans la période de confusion actuelle, on soulignera l'absence totale de recherche idéologique sérieuse dans tous les textes parus depuis le 19 juin. Aux problèmes posés par le socialisme, on préfère dénoncer les méfaits d'un homme, comme si un homme pouvait être tenu pour seul responsable de tant d'obstacles. Mais peut-être une société sous-développée ne peut-elle accéder, comme on l'a cru, à un stade de société socialiste conséquente. Vase interrogation. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Dans l'immédiat, souhaitons au moins que le respect des droits de l'homme soit observé par les nouveaux dirigeants algériens. Ce serait la preuve que l'on ne tourne pas le dos à une démocratie, essentielle non seulement à nos yeux, mais surtout pour l'avenir de l'Algérie et des luttes qui attendent ce pays témoin.

Claude Glayman.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

UNE FILLE ET DES FUSILS

L'AUTODÉTERMINATION DU CACHEMIRE

LES armées de l'Inde et du Pakistan ont entrepris une double démonstration par l'absurde, qui mérite d'être retenue par tout le monde. A savoir :

1 PAS DE PAIX SANS DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES. Ce droit — qui figure aussi bien parmi les 14 points du président américain Wilson que dans les textes fondamentaux de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste du temps de Lénine — n'a pas été respecté par l'Inde.

Nehru, plus attaché que quiconque à la possession du Cachemire, puisque sa famille en est originaire, avait consenti par accepter le principe d'une autodétermination des populations cachemiri. Mais il en esquivait toujours l'application. Shastri, son successeur, n'a pas agi autrement. Tout au plus doit-il des mesures de clémence en faveur des dirigeants cachemiri emprisonnés.

Personne ne doute — surtout pas les Indiens — que si un plébiscite était organisé au Cachemire, 80 p. cent environ de la population, toute la riche vallée de cette région paradisiaque, voteraient contre la prolongation de la domination indienne.

Tricherie : une nuance

Telle est l'origine de toute l'affaire actuelle. L'Inde de Gandhi et de Nehru est le pays qui inventa et appliqua dans la lutte contre la colonisation cette forme supérieure de la violence, la non-violence, et qui sauvegarda ainsi un minimum de cohésion interne, en apprenant du même coup à ses masses comment vaincre en s'imposant une discipline. Pourquoi la même Inde a-t-elle triché, au Cachemire, avec l'un des préceptes de l'idéal qu'elle s'efforce de faire prévaloir dans le monde ?

Ses dirigeants n'en font pas mystère. Ils rejettent, disent-ils, une autodétermination fondée sur l'appartenance religieuse — en l'occurrence l'attachement de la majorité cachemiri à l'Islam. Ils tiennent d'autant plus à cette nuance restrictive que l'Union indienne renferme près d'un dixième de musulmans (quelque 50 millions) en dehors même du Cachemire. Reconnaître le droit des musulmans du Cachemire à choisir leur sort, c'est s'exposer à une revendication semblable de la part de dix, de vingt communautés indiennes, qui réclameront leur autonomie pour des raisons linguistiques, ethniques, politiques. C'est aller à la dislocation d'une nation adolescente et vulnérable. Enfin, les Indiens savent qu'un plébiscite mènerait à la pakistanaïisation du Cachemire ; or, ils n'admettent toujours pas l'existence du Pakistan, ils voudraient

considérer le partage de l'ancien empire des Indes comme nul et non avenu.

2 PAS DE PAIX EN ASIE SANS LA CHINE. Le Conseil de sécurité de l'O.N.U., M. Thant investi d'un mandat des Nations Unies, s'efforcent de prêcher la raison, d'obtenir un cessez-le-feu, de rétablir la situation fautive qui existait avant les hostilités.

Il est vrai que tout vaudrait mieux qu'une guerre qui risque de durer cent



Le Premier ministre de l'Inde et le Président du Pakistan avant la crise : aucun n'a pu convaincre l'autre.

ans (« Nous nous battons pendant mille ans », proclament les dirigeants pakistanaï, ce qui n'est évidemment pas un programme mais pas non plus exactement une rodomontade), une guerre où s'engloutiraient tous les espoirs de progrès économique et social des deux peuples (ils consacrent déjà le tiers de leurs budgets, le dixième de leurs revenus nationaux aux crédits militaires). Mais ce serait un miracle encore jamais vu qu'une guerre cesse parce qu'un arbitre sans moyens de pression matériels aura prêché le bon sens.

Des personnages en quête d'une réalité

L'O.N.U. n'est pas seulement dépourvue d'armée, elle est aussi sans crédit, sans force morale et sans prestige. La guerre froide l'avait finalement amoindrie et détériorée. Les séquelles de la guerre froide — la récente chicane du droit de vote contesté aux

nations membres qui refusent de subventionner les opérations extérieures, la guerre du Vietnam, et par-dessus tout l'exclusive maintenue contre la Chine populaire, ont achevé de paralyser l'organisation internationale.

Derrière le décor d'une O.N.U. où errent des personnages en quête d'un rôle réel, il y a évidemment les grandes puissances, qui ont les mains d'autant plus libres. Mais, après avoir trahi les responsabilités auxquelles elles osent encore prétendre, ces puissances peuvent-elles, sur un point au moins, intervenir en faveur de la paix ? Si l'U.R.S.S. et les Etats-Unis s'accordent à promettre — par le truchement de M. Thant ou autrement — des dédommagements substantiels à l'Inde, il n'est pas impossible en effet que celle-ci renonce à faire la guerre contre le droit du Cachemire à disposer de lui-même. Mais le Pakistan ? Il n'a aucune raison de renoncer à soutenir par la force une cause qui est juste du point de vue national comme du point de vue démocratique. Il faudrait donc lui accorder par des moyens pacifiques ce qu'il veut obtenir par la guerre : le Cachemire. Mais la réaction en chaîne que craignent les Indiens ne va-t-elle pas alors devenir tangible ?

Le coefficient chinois

En fin de compte, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sont pris entre deux risques : celui de travailler à la dislocation de

sionnistes : la Chine populaire, mais aussi la France gaulliste.

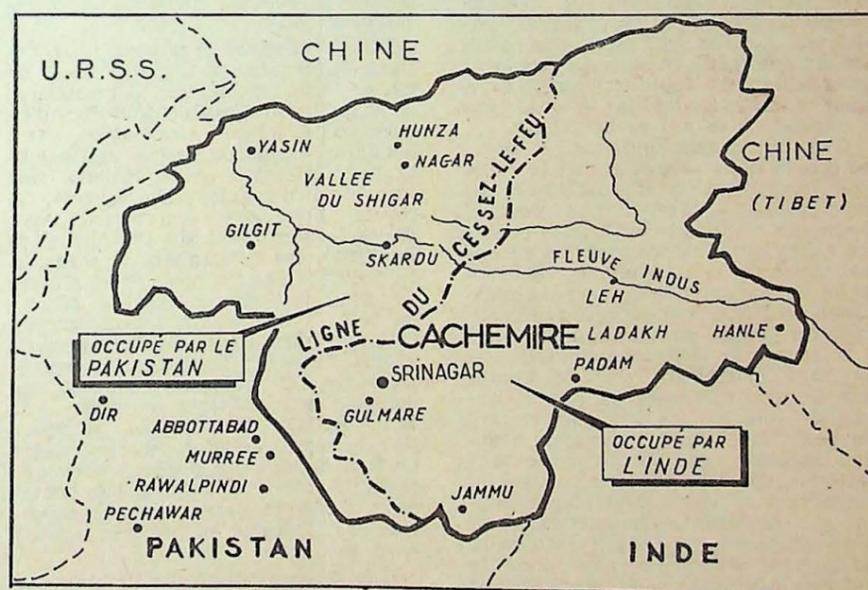
Mao Tsé-toung en a fait la remarque à Malraux : la France est un bien petit pays — ce qui a ulcéré le général. Mais si, dans le siècle qui vient, le rôle planétaire de la France a toutes chances de demeurer modeste, surtout s'il se fonde sur les seules ressources de la force, celui de la Chine pourrait être colossal. Dès maintenant, à peu près aucun problème asiatique ne laisse la Chine indifférente ; chacun sera affecté d'un coefficient chinois, d'autant plus efficace dans le sens du bouleversement que Pékin a les mains libres et ne doit de compte à personne, ne siégeant pas à l'O.N.U.

La solution

Ainsi, la guerre indo-pakistanaïe annonce la révision de l'ordre international, dont il n'est pas dit que l'U.R.S.S. s'y opposera toujours. Cette révision ne sera pas évitée. Mais elle peut prendre des formes pacifiques ou violentes, être bénéfique ou ruineuse, selon que la Chine sera intégrée ou non à un système international démocratique. La paix dépend de l'attitude du reste du monde envers la Chine.

Cela signifie-t-il qu'il n'existe pas de solution au conflit actuel qui déchire et épuise le sous-continent indien ? Non.

La solution existe. Elle est mise en avant par des socialistes et des libéraux en Inde même. Elle consisterait pour l'Inde à admettre l'autodétermi-



Cachemire : l'enjeu.

l'Inde et celui de laisser le champ libre au révisionnisme international. Car, à la lumière du conflit indo-pakistanaï, on voit prendre forme une nouvelle répartition en deux camps : d'un côté l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, puissances aujourd'hui conservatrices au regard de l'équilibre mondial, qui souhaitent, grosso modo, le maintien du statu quo international ; de l'autre, les révisionnistes, qui veulent modifier l'ordre établi. Au premier rang de ces révi-

nation du Cachemire en la liant à des accords aussi vastes et précis que possible en vue de la coopération — et, s'il se peut, dans l'avenir, en vue d'une fédération — entre l'Inde et le Pakistan. Il s'agit, en somme, de faire consciemment le contraire de ce qu'on laisse se produire aveuglément, de remplacer la guerre par une paix organisée. C'est le seul type de solution durable.

Paul Parisot.